

Invité de France 24, Patrick Muyaya tire à balles réelles sur Moïse Katumbi

PP. 4,12

ECONEWS

Directeur de Publication : Faustin Kuediasala

N° 739 du vendredi 2 au dimanche 4 juin 2023

Prix : 3.000 FC

Journal en ligne
et Tri-hebdomadaire
d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa/Gombe
Tél : +243 81 904 17 63/89 301 93 05
+ 243 903 185 670

E-mail : kuediasala@gmail.com

www.econewsrdc.com

L'info qui fait échos

Force de l'EAC en RDC : jusqu'au bout de la cacophonie...

P. 2

Le LGD se déploie en provinces : après le Grand Bandundu, Matata à la conquête du Sud-Kivu

Candidat à la présidentielle de décembre 2023, l'ancien Premier ministre Matata Ponyo Mapon est resté de marbre, malgré toutes les sollicitations d'adhérer à l'Union sacrée de la nation.

Sénateur du Maniema, désormais président du parti politique, Leadership et Gouvernance pour le développement (LGD), Matata, qui s'est totalement rangé dans l'Opposition, travaille maintenant pour le déploiement de son parti en provinces.

P. 3



PARLONS-EN

Elections : triste compte à rebours

ECONEWS

A moins de sept mois des élections législatives et de la présidentielle, l'ambiance générale n'incite pas à l'optimisme. La société congolaise se trouve écartelée entre deux tendances diamétralement opposées. D'une part, ceux qui cultivent un optimisme béat et s'extasient des œuvres fondées sur la «vision» du chef de l'Etat dont ils ne sauraient expliciter la moindre thèse; de l'autre, le plus grand nombre qui s'efforce de garder les yeux ouverts mais dont les cris sont étouffés par un discours fait de menaces et de mises sous mandat de dépôt pour peu que leur...

(Lire en page 2)

**Étendre l'accès à
l'électricité : financé par TFM,
le projet d'électrification de
la cité de Tenke entre en
phase de croisière**

P. 5

**Pour traquer les bourreaux
de l'Est, la RDC signe un
mémoire avec la CPI**

P. 12

Force de l'EAC en RDC : jusqu'au bout de la cacophonie...

Le 21^e sommet extraordinaire des chefs d'Etat de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) à Bujumbura s'est clôturé le mercredi 31 mai dans la morosité, du moins vu du côté de l'opinion congolaise. Tenu en l'absence des présidents congolais et rwandais, acteurs majeurs de la crise sécuritaire qui sévit au Nord-Kivu depuis la prise de Bunagana par le M23 ouvertement soutenu par l'armée rwandaise en juin 2022, il a débouché sur des déclarations contradictoires tant du côté kényan que congolais. Alors

Dès le départ, le sommet de Bujumbura laissait entrevoir sinon un échec patent, en raison de l'absence des présidents congolais et rwandais. Félix Tshisekedi se remettant en Europe de son long séjour en Chine représenté par son ministre de l'Intégration régionale Mbusa Nyamwisi; Paul Kagamé resté aphone et la Tanzanienne Samia Suluhu (quoique représentés), le Soudanais du Sud Salva Kiir absent comme à son habitude tandis que l'Ougandais Yoweri Museveni était occupé à répondre aux critiques après sa promulgation de la loi qui punit l'homosexualité et sa promotion dans son pays.

Face au président en exercice de l'EAC et président du Burundi, Evariste Ndayishimiye, le président kényan William Ruto n'a eu aucun mal à faire passer la thèse selon laquelle la résolution de la crise ne peut être trouvée que par la recherche

d'une solution négociée. Tout en se félicitant des résultats obtenus à ce stade par la force est-africaine en six mois de présence au Nord-Kivu.

LE STATU QUO ANTE

Pas un instant au cours du sommet il n'a été fait état de la modification du mandat de la force de l'EAC, initialement destinée à assurer le désarmement et le cantonnement du M23 en une force offensive selon les pressions exercées par le gouvernement congolais.

Il ne fait dès lors pas de doute que l'organisation régionale n'encourage pas l'option militaire. Elle encourage plutôt le gouvernement congolais à travailler étroitement avec l'ancien chef de l'Etat kényan, Uhuru Kenyatta, pour fixer les dates de la reprise du dialogue inter-congolais. Une proposition aux antipodes de la position intransigeante de Kinshasa pour lequel il ne peut y avoir de dia-

logue tant que le M23 n'aura pas formellement déposé les armes.

que depuis plusieurs semaines le gouvernement congolais laissait entrevoir la possibilité du congédiement de la force est-africaine pour déficit de résultats, Kinshasa en sort en avalant des couleuvres et accepte de proroger la présence de la force jusqu'au 8 septembre. Face à un William Ruto exultant, la délégation congolaise, conduite par le ministre de l'Intégration régionale, en est réduite à composer avec une force qui pourtant a perdu sa confiance.

ECONEWS

A la place, « le sommet a réaffirmé que la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC ne peut être régulée que par un processus politique et un dialogue entre toutes les parties et a exhorté le gouvernement de la République Démocratique du Congo à travailler avec le facilitateur pour finaliser les dates appropriées pour la reprise du dialogue intercongolais », peut-on lire dans le communiqué final. Le texte ressemblant à s'y méprendre à celui issu lors du 20^e sommet, consacrant le statu quo.

LE CASSE-TÊTE DU CANTONNEMENT

Au moment où à Kinshasa l'on est en attente du déploiement de la force de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) dotée sans équivoque d'un mandat offensif, le sommet de Bujumbura n'y a pas fait une allusion directe, se con-

tendant de réitérer sa demande à la MONUSCO, à la force régionale de l'EAC et au mécanisme ad hoc de vérification de continuer à renforcer la coordination et les synergies avec les FARDC afin de pousser tous les groupes armés à désarmer et « encouragé les autres troupes déployées par le biais d'arrangements bilatéraux à s'engager pleinement dans ce travail ».

Une évaluation de l'action de la force régionale est annoncée à la mi-juin, de même que des études devront être menées pour s'assurer de la viabilité de la base militaire de Rumangabo qui devrait abriter en pré-cantonement les miliciens démobilisés avant leur éloignement vers Kindu Maniema d'où ils seraient réinsérés dans la vie civile. Mais ceci est un long processus, tributaire du retrait des troupes rwandaises, qui laisseraient sur place les seuls « rebelles » de nationalité congolaise. Là aussi, c'est une autre paire de manches.

Géopolitique et sécurité : retour sur le 21^{ème} Sommet extraordinaire de l'EAC face à la tentative de balkanisation de la RDC

En accord avec la politique étrangère des Burundi, y compris celle de la Défense, S.E. Ndayishimiye Evariste (Général Major), Président du Burundi, a accueilli mercredi le 21^{ème} Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat de l'East African Community (EAC). Le but était de porter une analyse sur l'évolution de la situation sécuritaire à l'Est de la RDC où les forces de l'EAC sont déployées.

Parmi les présents : S.E. Ruto Williams, Président du Kenya ; S.E. Ndayishimiye Evariste (Général Major), Président du Burundi; M. Mbusa Nyamwisi Antipas, ministre d'Etat de la RDC/ministre RDC de l'intégration régionale, et M. Tshibangu Serge, Haut représentant de S.E. Tshisekedi Félix-Antoine, Président de la RDC; Dr Marial Benjamin, représentant S.E. Salva Kiir Mayardit, Président du Sud Soudan; Dr. Mpango Philip, Vice-président de la Tanzanie représentant S.E. Suluhu Samia, Présidente de la Tanzanie; M. Ngirente Edouard, Premier Ministre du Rwanda représentant

S.E. Kagame Paul ; Mme Alitwala Kadaga Rebecca, 1er Vice-Premier ministre de l'Ouganda et ministre ougandaise de l'EAC, représentant S.E. Kaguta Museveni.

La question géopolitique de l'agression du Rwanda au Nord-Kivu en RDC, via le M23, est une source de dissension au sein de l'EAC, notamment à cause de certains pays EAC étant totalement sous l'influence de la « Globalisation Unipolaire Américaine Néolibérale (GUAN) ».

En effet, lors du déploiement de la force de défense EAC au Nord-Kivu, qui avait pour mission d'évincer le M23, on a constaté que certains pays déployés affichaient des comportements favorables au Rwanda du fait de leur alliance avec la GUAN, à l'instar du Rwanda. Ce point a suscité une gêne palpable lors des discussions sur la résolution à adopter concernant la RDC au cours du Sommet.

À la fin du Sommet, de grandes décisions ont été prises, dont le pré-cantonement du M23 à Rumangabo sous la supervision du facilitateur, de la Force régionale et des FARDC, et le départ du con-

tingent EAC le 8 septembre 2023, en raison des comportements précédemment décrits qui mettent la RDC en insécurité en jouant en faveur de la politique de balkanisation de la RDC portée par la GUAN.

Pour la RDC, ce départ pourrait être anticipé à la suite d'une évaluation prévue le 15 juin 2023.

Concernant une autre question stratégique pour l'Afrique abordée lors de ce Sommet, les nominations aux hautes cours de justice africaine sont prises très au sérieux par les États africains. En effet, les idées libérales occidentales d'individualisme (ex. WOKISME) véhiculées par la GUAN, tentent souvent de s'immiscer dans le droit des Africains, un peuple communautaire, par le biais des acteurs du droit.

Au cours de ce sommet, deux (2) secrétaires généraux adjoints de l'EAC et un juge à la Première Division de la Cour de Justice de l'EAC ont été nommés et ont prêté serment devant les Chefs d'Etat, de Gouvernement et les membres des délégations. Les secrétaires généraux adjoints sont respectivement Mme

Ssemuwemba Annette-Marie (Ouganda) et M. Malueth Andrea AguerAriik (Sud-Soudan), tandis que la position de juge à la 1^{ère} Division de l'EACJ Court est occupée par l'Honorable Kayembe Kasanda Justice Ignace de la RDC.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement se sont également penchés sur la question de l'intégration de la Somalie dans l'EAC.

Au Burundi, la GUAN a causé une guerre civile entre 1993 et 2003; elle est responsable de la mort de trois (3) présidents burundais (Ndadaye Melchior, Ntaryamira Cyprien, et Nkurunziza Pierre); a tenté une « Révolution de Couleur » ou un changement de régime par coup d'état militaire qui a échoué en 2015; et a lancé une guerre humanitaire contre le Burundi qui continue jusqu'à présent. Actuellement, elle envisage de balkaniser la RDC et de changer les régimes au Burundi et en Tanzanie.

Le monde multipolaire des BRICS, qui est notre réalité depuis 2022, année du déclenchement de la guerre en Ukraine, demeure le seul salut pour le Burundi, la Tanzanie, et la RDC.

AVEC BURUNDI-AGNEWS.ORG

PARLONS-EN

Elections : triste compte à rebours

(Suite de la Une)

voix s'indigne publiquement devant la cherté de la vie, l'insécurité permanente et des dérives induites par un tribalisme et un népotisme exacerbés.

Entre les deux groupes aux attitudes irréconciliables, se creuse un fossé qui va s'élargissant à mesure qu'approchent les échéances électorales. Les premiers, restés sourds aux appels à un consensus autour de l'organisation des scrutins, murés dans la satisfaction béate d'un régime qui fait leur bonne fortune - au propre et au figuré - méprisent les seconds systématiquement ravalés au rang infamant de complices des puissances étrangères qui mettent l'Est du pays à feu et à sang.

Le passage en force au parlement du projet de loi sur la répartition des sièges en l'absence des députés de l'Opposition est l'un des indicateurs de la tentation d'instaurer une opinion univoque propre aux despotismes des heures les plus sombres de l'Afrique post-indépendances.

La volonté manifeste de museler une opinion fataliste et résignée, suscite le doute quant à l'organisation des élections dans le délai constitutionnel. Dans un climat de peur généralisée, peu de voix seraient à même de s'opposer à un « glissement » du calendrier électoral dont les prémices sont posés lentement mais sûrement.

Les organisations non gouvernementales, elles-mêmes politisées à outrance, ont adopté une notion nouvelle des droits de l'homme, invariablement favorable au pouvoir, toujours prompts à absoudre les criminels avérés, pour peu qu'ils prouvent leur allégeance à l'Autorité suprême.

Quant aux chantres des oppositions, ils savent d'ores et déjà à quoi s'en tenir. Quand il leur est dénié le droit de circuler librement ou de tenir des manifestations publiques, pacifiques soient-elles, ils ont suffisamment de pénétration pour discerner le chemin tortueux qui s'ouvre devant eux. Et ce dernier est semé d'embûches que l'on veut insurmontables.

Dossier Biselele : l'ASADHO dénonce « un procès politique, une perversion du procès pénal »

L'arrestation de M. Fortunat Biselele, ancien conseiller privé du Président de la République, crée des remous dans les milieux d'ONGs de défense des droits de l'Homme. Après l'ACAJ (Association congolaise pour l'accès à la justice), c'est au tour de l'ASADHO (Association africaine de défense de droits de l'Homme) de remettre une couche sur une affaire qui sent la politique à mille lieues. Tous les praticiens du droit sont d'avis que les griefs mis à charge de Biselele sont juridiquement bâtis sur des faits poussiéreux qui ne tiennent à aucune règle de droit. C'est loin, dit-on, des normes et principes consacrés en la matière. Lundi, devant la presse, Me Jean-Claude Katende, président de l'ASADHO, n'a pas caché son indignation : «Un procès politique est une perversion du procès pénal. On n'y trouve ni juge indépendant, ni débat contradictoire. Fortunat Biselele en est victime». Sur son site, finance-cd.com est revenu sur cet épilogue.

ECONEWS AVEC FINANCE-CD.COM

L'Association africaine de défense des droits de l'Homme (ASADHO), a tenu lundi un point de presse en la salle Kundelungu de l'immeuble du Gouvernement, sur le boulevard Triomphal (commune de Lingwala). Au menu : le dossier Fortunat Biselele Kayipangi, ancien conseiller privé du Chef de l'Etat, détenu depuis janvier 2023 à la prison centrale de Makala, après une interpellation à l'Agence nationale de renseignements (ANR). D'entrée, la banderole attachée au-dessus des conférenciers annonçait les couleurs : «Un procès politique est une perversion du procès pénal. On n'y trouve ni juge indépendant, ni débat contradictoire. Fortunat Biselele en est victime».

Prenant la parole, le président de l'ONG de défense des droits de l'Homme, Jean Claude Katende, a immédiatement, au

nom de son organisation, dénoncé l'implication de la politique dans le procès Fortunat Biselele Kayipangi.

«En date du 14 janvier 2023, Monsieur Fortunat Biselele Kayipangi est invité à se rendre au quartier général de l'Agence nationale de renseignements (ANR), par un appel téléphonique de l'Administrateur général, Monsieur Mbelu, pour une séance de travail. Une fois sur place, il est informé de son arrestation pour répondre des actes de trahison, d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat et de propagation des faux bruits mis à sa charge», a-t-il rappelé.

Selon Me Katende, pendant tout le temps de sa détention à l'ANR, soit six jours, Fortunat Biselele a été privé de la possibilité d'être assisté par un avocat de son choix et il est privé de toute visite de sa famille, en violation de la Constitution. «Alors qu'il est déjà à la disposition du



Me Jean-Claude Katende, président de l'ASADHO.

Tribunal de grande instance, la main de l'exécutif est toujours à la manœuvre», a assené le président de l'ASADHO.

Qui a soutenu qu'en date du 10 avril 2023, le ministre de la Justice et Garde des sceaux, dans sa lettre dont numéro de référence 895/BKM231/DNCAB/ME/MIN/JGS/2023 se référant à la lettre du ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention référencée sous n°1250/CAB/MIN/SPHP/0934/CJ/OWE/2023 du 7 avril 2023, avait instruit le gardien de la prison centrale de Makala pour prendre idoines d'usage pour conduire l'intéressé à l'hôpital général de référence de la Garde républicaine au camp colonel Tshatshi, afin d'y suivre les soins médicaux exigés par son état de santé.

ACHARNEMENT DE LA MINISTRE DE JUSTICE

«Contre toute attente, la

ministre de la Justice et garde des sceaux va se dédire dans sa correspondance du 12 mai 2023 référencée sous n°1953/BKM/288/DCAB/MIN/JGS/2023, en instruisant au gardien de la prison centrale de Makala de prendre toutes les dispositions nécessaires pour retirer Monsieur Biselele Kayipangi de l'hôpital afin de le reconduire à la prison centrale de Makala, au motif qu'elle n'aurait jamais reçu le rapport médical, alors que le rapport médical lui avait déjà été transmis depuis le 27 avril 2023», a dénoncé l'ASADHO.

Il s'agit, pour Me Katende et l'ASADHO, d'un acharnement de la ministre de la Justice et garde des sceaux contre M. Biselele, qui constitue une alerte qui dénote de l'intention de nuire à un prisonnier qui a droit aux soins.

En outre, l'ASADHO signale un autre fait troublant qui fait asseoir la thèse politique : c'est le fait que le mi-

nistère public s'appuie même sur des messages téléphoniques datant de la période où les relations entre le Rwanda et le Congo étaient bonnes pour montrer que M. Biselele était en intelligence avec une puissance ennemie.

«Le fait de refuser de remettre ces messages et voyages effectués au Rwanda, avec toutes les autorisations de l'ANR, dans leur contexte politique, montre une véritable volonté de nuire à un homme qui gênerait certaines personnes au niveau politique», a déclaré Jean-Claude Katende.

Eu égard à ce qui précède, l'ASADHO fait une série de recommandations.

Au président de la République d'abord, l'ONG demande de «faire respecter les dispositions de la Constitution qui garantissent un procès juste et équitable à toute personne mise en accusation, particulièrement les articles 17, 18, 19 et 61».

Au procureur général près la Cour d'appel de Kinshasa/Gombe ensuite, l'ASADHO demande «d'instruire le magistrat qui couvre l'audience dans le dossier opposant le ministère public à M. Biselele de mettre fin à toute discrimination et parti pris à l'égard de Monsieur Biselele».

Et à la communauté internationale, enfin, qui est appelée à «rappeler aux autorités de la RDC leurs engagements relatifs au respect aux droits fondamentaux».

Le LGD se déploie en provinces : après le Grand Bandundu, Matata à la conquête du Sud-Kivu

ECONEWS

Candidat à la présidentielle de décembre 2023, l'ancien Premier ministre Matata Ponyo Mapon est resté de marbre, malgré toutes les sollicitations d'adhérer à l'Union sacrée de la nation.

Sénateur du Maniema, désormais président du parti politique, Leadership et Gouvernance pour le développement (LGD), Matata, qui s'est totalement rangé dans l'Opposition, travaille maintenant pour le déploiement de son parti en provinces.

Après le Grand Bandundu où il est allé l'idéologie du LGD, Matata est arrivé, jeudi 1^{er}, à Bukavu par le port fluvial d'Ihusi. Objectif : installation des bases de son parti, le LGD.

Bukavu s'était préparé à l'accueillir. Et jeudi, la déception n'a pas été au rendez-



Rencontre jeudi à Bukavu entre le Nobel Denis Mukwege et Matata Ponyo. Les deux personnalités partagent les mêmes idées sur l'avenir de la RDC

vous. C'est dans une ambiance festive que des militants et cadres du LGD/Sud-Kivu, des membres de différentes organisations de défense des droits de l'Homme et des structures des jeunes venus de différents coins de

la province du Sud-Kivu, sont venus accueillir celui qui se dit détenteur du «matatisme», cette philosophie qui met en avant le binôme Leadership et Gouvernance comme base de développement.

Au départ du port flu-

vial d'Ihusi, le sénateur Matata s'est plié à une procession jusqu'à la Place de l'indépendance, accompagné d'une foule nombreuse et sous les ovations des habitants le long des artères principales empruntées.

Devant la presse, le leader du LGD s'est dit heureux de se retrouver au milieu d'un peuple qu'il connaît pour avoir passé une partie de sa jeunesse à Bukavu. Sa joie a été aussi grande de découvrir que Bukavu et le Sud-Kivu adhèrent aux principes prônés par le LGD.

«Je suis un garçon de Bukavu, un garçon BK parce que j'ai étudié ici, j'ai vécu et communiqué ici avec la population. Comme vous le savez, j'ai créé un parti politique, Leadership Pour la Gouvernance et le développement, LGD, c'est l'occasion de faire con-

naître ce parti politique à l'ensemble de la population congolaise qui veut le changement. La population du Sud-Kivu veut le changement, celle de Bukavu aussi», a-t-il dit.

Revenant sur les élections qui se profilent à l'horizon, le leader du LGD a appelé le peuple du Sud-Kivu à faire un choix judicieux, en s'abstenant de répéter les erreurs de 2018.

«Nous voulons faire comprendre à la population du Sud-Kivu qu'elle doit voter utile, voter le changement, le progrès et le développement», a-t-il indiqué.

Profitant de son séjour dans le Sud-Kivu, Matata Ponyo a rencontré jeudi le Nobel 2018, Dr Denis Mukwege, à son hôpital de Panzi pour un échange sur les élections, les questions sécuritaires, le social et l'économie de la RDC.

Agression rwandaise, arrestation de SK Della, élections 2023...

Invité de France 24, Patrick Muyaya tire à balles réelles sur Moïse Katumbi

Dans un entretien accordé à France 24, Patrick Muyaya, ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du Gouvernement, est longuement revenu sur l'arrestation, mardi, par les Renseignements militaires, de Salomon Idi Kalonda, proche conseiller de l'opposant Moïse Katumbi. Selon le ministre Muyaya, c'est l'Opposition – dans toute sa diversité – qui attise la violence à travers le pays, à six mois des élections générales. Sans porter des gants, Patrick Muyaya met en cause la sincérité de Moïse Katumbi, soulignant subtilement la proximité du leader d'Ensemble pour la République au Rwanda, pays agresseur de la RDC. Les élections du 20 décembre 2023, le ministre Muyaya y croit fermement. Quand l'Opposition cherche à soulever la rue, Muyaya y voit toute aussi une tentative de retarder les élections

de décembre prochain et d'ouvrir la voie au dialogue politique. « La stratégie des opposants, c'est de discréditer d'abord le processus électoral. Depuis le début, essayez de lire leur stratégie. On discrédite le processus électoral, on s'est victimisé et on diabolise », note-t-il. Que retenir de la visite d'Etat du Président Félix Tshisekedi en Chine ? A cette question, Muyaya pense qu'un pas important a été franchi dans le nouveau partenariat entre la RDC et la Chine : « Nous nous sommes ressortis de là avec un accord, avec un partenariat global et stratégique. On a relevé les niveaux des accords. Pour les contradictions qui existent et qui surviennent dans le cadre de ces discussions commerciales, les deux chefs d'Etat ont convenu que cela doit se traiter dans la sincérité, dans un esprit amical ». Interview.

Ce mardi, Salomon Kalonda, qui est un conseiller proche de l'opposant Moïse Katumbi, a été appréhendé sur le tarmac de l'aéroport de international de N'djili. On voit ces images qui ont circulé sur les réseaux sociaux. Alors des questions très simples, très factuelles. Qui l'a arrêté ? Pourquoi ? Et où est-il ?

Écoutez, il a été interpellé par les services de renseignement. Le moment venu, ils pourront communiquer et donner des détails sur les circonstances de son arrestation.

Je reviens de Pékin et donc dès que j'arrive à Kinshasa, je m'informerai davantage et on communiquera comme nous communiquons habituellement. Mais ici, il faut noter que ça fait un peu suite aux événements que nous avons vécus récemment, où il y a eu beaucoup, beaucoup de violence. Et la violence, d'abord, d'où qu'elle vienne, en démocratie, elle n'a pas de place.

Vous avez vu notamment Martin Fayulu, qui est un des quatre opposants, demander à des jeunes, visiblement chauffés, de lancer des pierres en direction de la police. Il y avait des enfants qui ont été en première ligne de ces actes de violence. Nous avons dénoncé, condamné. Le président de la République, d'ailleurs, s'est personnellement déplacé au chevet de cet enfant de 12 ans parce que nous tous, nous avons été choqués par les images de la violence policière sur ce jeune enfant. Il a visité autant de policiers. Nous avons tous condamné. Nous espérons que ceux qui pensent que recourir à la violence, c'est la stratégie qu'il faut pour passer des messages politiques, ils se trompent parce que la République Démocratique du Congo veut consolider son processus démocratique.

Et la démocratie se consolide dans le respect de règles et non pas par le recours à la violence. Donc, cette arrestation serait



liée à cette violence ? Je ne saurais pas spéculer. Je ne saurais pas spéculer. C'est même l'hypothèse que vous rejetez ?

C'est une hypothèse parce que lorsque vous regardez les choses telles qu'elles s'étaient passées ce 20 mai là sur le terrain, il y avait eu des organisations, il y avait eu des messages qui n'ont pas été condamnés. D'ailleurs, du reste, des éminents membres du parti de Moïse Katumbi qui appelaient à attaquer une ethnie. Je ne citerai pas, sinon je ferai leur jeu. Mais en même temps, qu'ils disaient qu'il y aurait des morts.

Ils ont prédit des morts. Ça veut dire que c'était une violence préméditée et organisée préalablement. Nous, ce que nous avons dit, au moment où je vous parle d'ailleurs, les policiers qui ont été responsables de la bastonnade du jeune enfant sont traduits devant l'auditorat. On a dit que la lumière devrait être faite sur tout ce qui s'est passé.

Et on espère que les enquêtes pourront nous donner plus d'éclairage. Alors, dans un communiqué commun publié ce mercredi, plusieurs opposants, dont Martin Fayulu et évidemment Moïse Katumbi, parlent d'enlèvement brutal. Ils dénoncent les violations graves et les, je cite, les dérives

dictatoriales du régime de Félix Tshisekedi.

Alors, évidemment, on arrive en période électorale, mais est-ce qu'on ne joue pas avec le feu ?

Mais écoutez, c'est simple. La stratégie des opposants, c'est de discréditer d'abord le processus électoral. Depuis le début, essayez de lire leur stratégie. On discrédite le processus électoral, on s'est victimisé et on diabolise.

Donc, c'est ça la stratégie. Il n'y a rien d'étonnant dans ce qu'ils disent. Mais Marc, vous conviendrez avec moi que lorsque vous voulez être des démocrates, il faut respecter les règles. Et que les règles qui avaient été convenues, notamment le jour de l'organisation de la marche, n'ont pas été respectées. Ils ont été faire un sit-in à la CENI.

D'ailleurs, si vous regardez, et la marche et les sit-in, c'est des flops, parce que Kinshasa, c'est 15 millions d'habitants, il n'y a peut-être pas 500 ou 600 personnes qui les accompagnaient. C'est dire que ce n'est pas un discours qui porte dans un contexte où le Congolais veut aller voter. On leur a fait un couloir pour qu'ils aillent rencontrer le bureau de la CENI et qu'ils discutent des préoccupations qui sont les leurs. Ils ont refusé.

Donc, soit qu'ils ne savent pas ce qu'ils veulent, soit qu'ils veulent le chaos. Ils espèrent pouvoir tirer profit du chaos de je ne sais quelle manière. Dans un contexte où nous avons des foyers de tension dans le pays, on en parlera, notamment la crise dans l'Est, nous avons un conflit aux portes de Kinshasa. Et lorsque nous mettons tout ça en mouvement, on s'interroge véritablement sur la véritable motivation. On sent, et certains disent qu'il y a une convergence, notamment entre certains de ces leaders et ce qui se passe dans l'Est. De toute évidence, à ce jour, on n'a jamais entendu Katumbi parler, comme tous les Congolais, contre l'agression rwandaise, contre le président Kagame.

Il faut bien qu'à un moment donné, les choses puissent être clarifiées de ce côté-là, de par leur position et de par le rôle qu'ils veulent jouer. On ne peut pas leur opposer, leur refuser d'avoir des revendications démocratiques.

Mais lorsque l'objectif, c'est de commencer à semer le chaos dans un contexte où le gouvernement, quand il regarde le tableau général, ... gère de crise dans quelques coins de la République, c'est dire que si ça ne répond pas à un schéma général de déstabilisation.

Alors, est-ce que vous voulez dire que Moïse Katumbi servirait d'allié au Rwanda pour déstabiliser la RDC, peut-être pour repousser les élections ?

Je ne saurais pas le dire, mais il faudrait bien que lui, à un moment donné, dise clairement c'est quoi sa position par rapport à l'agression rwandaise. Les élections se tiendront en décembre, oui ou non, parce qu'évidemment, il y a les contestations, le fichier électoral, la CENI, il y a les troubles à l'aise.

Écoutez, malheureusement, Marc, c'est un peu triste, mais c'est l'histoire de la RDC. Depuis 2006, depuis qu'on a commencé les processus électoraux, à chaque processus, il y a des problèmes. Vous avez vu qu'en 2006, le président, les candidats, Étienne Tshisekedi, il n'avait pas participé aux élections.

Et donc c'est malheureusement cela. Moi qui vous parle, je me suis battu avec les autres d'ailleurs pour que nous puissions avoir un processus électoral apaisé, différent. Il y a des gens qui œuvrent pour que ce processus se tienne et d'autres qui ont fait le choix de ne regarder que les difficultés qui sont inhérentes d'ailleurs, dans un processus complexe, dans un pays si immense, pour dire bon voilà, nous allons jeter le discrédit, parce qu'en réalité, ce qu'ils veulent, c'est le dialogue, ils veulent le glissement. Mais en considérant l'ancrage démocratique que nous voulons avoir et le souci du président de la République d'assurer la régularité du processus électoral, on ne peut pas négocier avec les délais constitutionnels.

Donc les élections auront lieu en décembre. En tout cas, les élections auront lieu en décembre. Nous, le gouvernement, nous avons notre tâche dans le cas de ces processus. Les financements, les élections, nous ne faisons rien ? La sécurisation, nous y travaillons. Les autres

(Suite à la page 12)

Étendre l'accès à l'électricité : financé par TFM, le projet d'électrification de la cité de Tenke entre en phase de croisière

L'accès à l'énergie électrique est au cœur de tout développement durable. C'est au nom de sa responsabilité sociétale que l'entreprise Tenke Fungurume Mining (TFM) a lancé le projet d'électrification de la cité de Tenke, dans la province du Lualaba, une des préoccupations majeures de cette communauté. Les travaux avancent à pas de géant, l'ouvrage étant déjà exécuté à plus de 70 %. TFM réalise ce projet par le biais du Fonds social communautaire.

Le projet consiste en la construction d'une sous-station électrique, l'installation et la connexion des équipements requis jusqu'à la mise en service. En outre, le transformateur de 10 MVA sera installé et des poteaux de type «petit jean» seront placés sur une distance de 13 km pour les lignes moyenne tension dans les agglomérations de Tenke, New Kyamba, Joli Site, New Mitumba et New Kwatebala. Pour connecter la cité de Tenke, il est prévu l'installation d'un transformateur de 500 KVA, quatre boîtes de sectionnement apparent (BSA), des poteaux pour la basse tension et 100 poteaux pour l'éclairage public.

«Les nouveaux transformateurs ont une capacité qui va offrir à la cité de Tenke une qualité de courant électrique sans délestage et couvrir les besoins futurs dus à l'extension rapide de la cité», a expliqué Ir. Moïse Kabila, superviseur-section construction du Fonds social communautaire de TFM.

«Cette acquisition va susciter des PME de tout secteur dans la cité de Tenke et donner du vent en poupe à l'économie locale. Ainsi, le taux de chômage des jeunes s'en verra aussi affecté positivement», a-t-il surenchéri.

QU'EN PENSE LA POPULATION ?

«Nous sommes convaincus que TFM est là pour le bien-être de la communauté. Nous avons un courant instable. Nous recourons aux dynamos, groupes électrogènes et panneaux pour être alimentés en courant électrique. Avec ce projet, les jours futurs à Tenke seront roses», a dit un habitant de Tenke de passage à la sous-station.

«Ce projet présente beaucoup d'avantages, notamment la circulation de l'argent due à l'émergence des activités dans divers secteurs économiques», a dit une commerçante de Tenke.

La commune de Fungurume avait aussi été bénéficiaire d'un projet d'électrification comprenant la rénovation de sa sous-station électrique, l'assainissement du réseau électrique municipal et l'aménagement de l'éclairage public, soit un investissement de près de 7,5 millions USD.

Le projet d'électrification de Tenke vise à doper le développement socio-économique de la cité et de ses alentours, en particulier, et de la concession, en général. Pour garantir sa durabilité, TFM vise la responsabilisation et l'appropriation communautaire.

TFM COMMUNICATIONS



Installation de câbles aux poteaux électriques sur la route nationale No. 39 vers la cité de Tenke, au Lualaba.



Energie : le Grand Inga dans l'impasse, le Mozambique et l'Angola avancent à pas de géant

En République Démocratique du Congo, la mise en valeur du potentiel hydroélectrique d'Inga, dans la province du Kongo, est presque dans l'impasse, embourbé dans une lourde bureaucratie. Ailleurs, notamment au Mozambique et en Angola, des grands projets hydroélectriques sont en exécution. Au Mozambique, EDF et TotalEnergies se sont mis d'accord pour le méga-projet de Mphanda Nkuwa d'une capacité de 1.500 MW (mégawatts), tout comme en Angola où le Chinois le CGGC a lancé les travaux du barrage de Caculo Cabaça (2.172 MW). Pendant ce temps, la RDC tourne le rond et ne sait pas prendre une option pour valoriser le site d'Inga. Quelle inconscience !

Au Mozambique, un consortium dirigé par Electricité de France (EDF) vient d'être désigné par les autorités mozambicaines pour la construction du barrage hydroélectrique de Mphanda Nkuwa de 1.500 MW. Ce méga-projet nécessitera un investissement de 4,5 milliards de dollars américains.

Le projet hydroélectrique de Mphanda Nkuwa connaît un nouveau développement. Le ministère mozambicain des Ressources minérales et de l'Énergie (Mireme), par l'intermédiaire du Bureau de mise en œuvre du projet hydroélectrique de Mphanda Nkuwa (GMNK), désigne le consortium en charge de la mise en place de cet aménagement hydroélectrique sur le fleuve Zambèze. Il est composé de groupes français Total Energies, Electricité de France (EDF), ainsi que d'entreprises japonaises Sumitomo Corporation et Kansai Electric Power.

Selon le Mireme, le choix de ce consortium «*résulte de l'évaluation des propositions techniques, économiques et financières validées, par le comité (...) composé d'Electricidade de Moçambique (EDM), Hidroeléctrica de Cahora Bassa (HCB), du ministère de l'Économie et des Finances, du ministère de la Terre et de l'Environnement, du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, et de la Banque du Mozambique*».

Outre le soumissionnaire privilégié, le consortium dirigé par ETC Holdings et comprenant Zambia Electricity Supply Corporation (Zesco), CECOT (une filiale du groupe portugais Mota-Engil) et Petro SA (une filiale du Central Energy Fund, Afrique du Sud), a été désigné comme soumissionnaire de réserve. La désignation du soumissionnaire privilégié permet d'entamer les négociations en vue de la signature des accords de concessions pour le projet hydroélectrique de Mphanda

Nkuwa.

Il porte sur la construction d'un barrage hydroélectrique sur le fleuve Zambèze, dans le district de Marara. Sa centrale électrique de 1 500 MW sera située à 60 km en aval du barrage de Cahora Bassa qui affiche une capacité de 2.075 MW. La retenue d'eau sera située à 70 km en amont de la ville de Tete, le chef-lieu de la province éponyme. Un système de transmission comprenant 1300 km de ligne haute tension en courant continu de 550 kV sera également construit entre Cataxia et la capitale mozambicaine Maputo.

La construction du barrage de Mphanda Nkuwa et sa centrale électrique nécessitera un investissement de 4,5 milliards de dollars US. Quoique contesté pour son impact environnemental et social, le projet est soutenu par la Banque africaine de développement (BAD) et la Société financière internationale (SFI), la filiale du groupe de la Banque mondiale en charge du financement du secteur privé. Maputo souhaite lancer les travaux en 2024.

ANGOLA : LE CHINOIS CGGC LANCE LES TRAVAUX DU BARRAGE DE CACULO CABAÇA

En Angola, les autorités ont assisté récemment à la cérémonie marquant la fin du



Maquette du projet mozambicain de Mphanda Nkuwa

détournement de la rivière Kwanza dans la localité de São Pedro da Quilemba. Cette étape marque le début effectif de la construction du barrage et la centrale hydroélectrique de Caculo Cabaça. L'installation affichera une capacité de 2.172 MW.

La construction du barrage hydroélectrique de Caculo Cabaça peut enfin commencer. Le détournement de la rivière Kwanza sur laquelle est construite cette infrastructure s'est achevé le 20 mai 2023 par une cérémonie à laquelle a pris part le président de la République de l'Angola João Manuel Gonçalves Lourenço. Cette cérémonie marque le début de la construction de cette infrastructure énergétique qui devrait booster la capacité électrique installée de l'Angola aujourd'hui estimée à 6.143 MW par Power Africa.

«*Le barrage hydroélectrique de Caculo Cabaça sera le plus grand de l'Angola et fournira au réseau national une puissance de 2.172*

MW», a rappelé le président João Lourenço. La retenue d'eau sera l'un des plus imposants en Afrique subsaharienne, avec une hauteur de 103 m. Ce barrage-poids en béton compacté au rouleau s'étendra sur au moins 16,3 km, formant un réservoir capable de retenir 438 millions de m³ d'eau.

LE FINANCEMENT CHINOIS ET ALLEMAND

La centrale hydroélectrique sera située à une dizaine de km du réservoir du barrage. L'installation sera équipée de cinq turbines Francis, dont quatre de 530 MW chacune. La centrale disposera d'une turbine accessoire de 52 MW, associée à un flux réservé. L'électricité générée à partir de cet aménagement hydroélectrique sera évacuée à partir des sous-stations de Catete et de Laúca, avant d'être injectée dans le réseau électrique nationale de l'Angola. Une partie de cette électricité sera exportée vers les pays voi-

sins, à travers le Pool énergétique d'Afrique australe.

Selon le gouvernement angolais, la centrale hydroélectrique de Caculo Cabaça commencera à produire de l'électricité à partir de 2026. Au lancement du projet en 2017, le coût total du projet était estimé à 4,5 milliards de dollars US, dont 85 % financé par la Banque industrielle et commerciale de Chine (BICC). En mars 2020, le coût du projet est revu à la hausse, avec une estimation de 5,2 milliards de dollars US dont 3,8 milliards pour le barrage lui-même et 1,4 milliard pour l'infrastructure de distribution de l'électricité. Un financement supplémentaire de 1,16 milliard de dollars US a été concédé par le gouvernement allemand en 2020 pour l'équipement hydromécanique et électromécanique du barrage, à savoir les turbines, vannes, alternateurs, etc. Les équipements en question seront fournis par l'entreprise allemande Voith Hydro.

La construction du barrage est assurée par China Gezhouba Group Corporation (CGGC), une entreprise basée à Wuhan en Chine. L'étude d'impact environnemental du projet n'a pas conclu à un impact considérable sur la biodiversité et les établissements humains. Mais la mise en place de la retenue d'eau sur la rivière Kwanza pourrait affecter l'écologie du parc national de Kisama, que la Kwanza traverse. Cette rivière qui coule du sud vers le nord avant de se jeter dans l'océan Atlantique est équipée d'au moins neuf autres barrages donc celui de Laúca d'une capacité de 2.069 MW.



Déploiement des engins sur le site du barrage de Caculo Cabaça, en Angola.

Enseignement de base : plus de deux millions d'élèves admis à l'Examen national de fin d'études primaires

C'est par la ville de Kisangani (province de la Tshopo) que le ministre de l'Enseignement Primaire, Secondaire et technique (EPST), Tony Mwaba Kazadi, a lancé jeudi l'Examen national de fin d'études primaires (ENAFEP) où sont attendus plus de deux (2) millions d'élèves.

ECONews avec ACP

Plus de deux millions de candidats finalistes du cycle primaire ont participé ce jeudi 1^{er} juin 2023 au test qui sanctionne ce cursus. Parmi les participants, on note 48 % des filles, répartis dans les 8332 centres dont deux sont situés hors frontières de la RDC. Cependant, à cause de l'insécurité dans certains coins du pays, notamment dans l'Est au Nord Kivu, plusieurs élèves n'ont pas eu cette chance. D'autres ont été transférés dans les zones plus sûres.

C'est à Kisangani, chef-lieu de la province de la Tshopo, que le ministre de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST), Tony Mwaba Kazadi, a lancé officiellement l'Examen national de fin d'études primaires (ENAFEP).

«L'organisation de ce test au mois de juin est la preuve du

retour à la normalité du calendrier scolaire», a précisé le ministre Tony Mwaba, avant d'appeler toutes les parties prenantes à plus de professionnalisme dans l'exécution de leurs tâches : «C'est ici le lieu de rappeler aussi bien aux participants qu'aux intervenants à quelque titre que ce soit, que l'organisation, la correction, la passation et la publication des résultats doivent baigner dans les valeurs de justice, de probité, d'intégrité et de la recherche en permanence de l'excellence. Nous devons bannir toutes sortes d'anti valeurs».

Pour cette édition 2023, plus de deux millions de candidats, dont plus d'un million de filles, prennent part à cette session. Ces jeunes finalistes sont répartis dans 8.232 centres de passation à travers le pays et en Angola. Aucun frais n'est exigé pour participer à cette épreuve, même dans les écoles privées agréées. Une façon de faire gou-



C'est à Kisangani que le ministre Tony Mwaba a lancé l'édition 2023 de l'ENAFEP

ter à tous les écoliers congolais du primaire la gratuité de l'enseignement de base.

Le patron de l'EPST a lancé un message aux participants de faire preuve de discipline. «Ce test est le thermomètre du niveau des enseignements appris pendant tout le cycle primaire», a rappelé Tony Mwaba. Et d'ajouter : «Aux candidats finalistes je recommande la ponctualité, la discipline et le travail individuel pendant ces deux jours en vue de la réussite méritée et qui reflète le niveau réel de

notre enseignement primaire, où il se trouve en ce moment qu'il soit tous sous la protection divine et la bénédiction du premier parent de la République, je cite le président de la république Félix Tshisekedi Tshilombo, je leur souhaite donc bonne chance et pleine réussite».

Par contre, dans la province du Nord-Kivu à cause de l'insécurité due à la guerre d'agression rwandaise, certains centres n'ont ouvert. D'autres ont pas été délocalisés dans les zones non occupées par les terroristes du M23

soutenus par le Rwanda.

Delphin Konapongu, Proved du Nord-Kivu 1, circonscrit la difficulté de couvrir toutes les provinces éducationnelles de l'EPST de la RDC : «S'agissant de données statistiques, seuls 92 centres d'examens sont opérationnels, pour un effectif total de 28 388 candidats, dont 14 883 filles, soit 52, 4%. Il sied de signaler qu'à cause du climat d'insécurité, seules cinq sous-divisions de la ville de Goma et d'une partie du territoire de Nyiragongo sont concernées pour cette épreuve, au lieu de onze sous-divisions que compte notre province éducationnelle. Cependant les finalistes de la sous-division de Rutshuru 2 précisément de Kanyabayonga et Nyanzale sont transférés dans la province éducationnelle de l'EPST Nord-Kivu 2».

A noter que sept provinces éducationnelles de l'EPST n'ont pas passé ces examens, les malles contenant les items étant arrivées en retard, selon le ministère. Il s'agit, notamment de Sankuru 1 à Lodja, Sankuru 2 à Lusambo, Tshuapa 1 et 2, Haute-Uélé 1 et 2 ainsi que Bas-Uélé. Les certificats sanctionnant la fin du cycle primaire seront délivrés gratuitement, a précisé le ministre de l'EPST.

Première campagne de vaccination à grande échelle avec un vaccin antipolio novateur en RDC

La République Démocratique du Congo a lancé jeudi sa première grande campagne de vaccination avec un nouveau vaccin antipoliomyélique oral de type 2 (nOPV2), afin de protéger les enfants contre les conséquences dévastatrices du virus.

Bien que des campagnes aient déjà été organisées dans le pays pour enrayer les épidémies dues au variant du poliovirus circulant de type 2 (cPVDV2), c'est la première fois que la RDC mène une campagne de vaccination à une aussi grande échelle. A partir du 1^{er} juin 2023, une campagne de vaccination massive ciblera plus de 17 millions d'enfants de moins de cinq ans pendant trois jours dans 20 provinces.

Avec plus de 20 millions de doses de vaccin nOPV2, déjà disponibles en RDC, la campagne ouvre la voie à une prochaine initiative d'envergure nationale prévue en juillet 2023. Les précédentes séries de vaccination organisées en 2022 et en début d'année étaient limitées à un maximum de deux provinces chacune.

Plus de 20 pays de la Région africaine de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont déployé plus de 600 millions de doses de ce vaccin depuis son lancement en mars 2021. Après deux séries de vaccination de haute qualité, plus de 80 % de ces pays

n'ont enregistré aucun nouveau cas de transmission du variant de poliovirus de type 2 en circulation. Il s'agit de la forme la plus fréquente de la poliomyélite, et les pays africains sont à l'avant-garde du déploiement de ce nouvel outil pour protéger les enfants.

La République Démocratique du Congo représente près de la moitié du nombre total de cas dus au variant de poliovirus de type 2 en circulation dans la Région, avec 407 cas notifiés entre janvier 2022 et la fin mai 2023. En conséquence, le ministère de la Santé publique, Hygiène et Prévention a donné la priorité aux communautés sous-vaccinées, avec l'appui de l'OMS. Des efforts supplémentaires seront consentis pour une étroite collaboration avec les dirigeants et personnes influentes au niveau local afin d'instaurer la confiance à l'égard du vaccin et l'acceptation de celui-ci.

Pour le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, la priorité consiste à interrompre la transmission du poliovirus sauvage de type 1 (PVS1) et à mettre un terme aux épidémies dues au variant de poliovirus en circulation. Les experts techniques de la lutte antipoliomyélique travaillent en étroite collaboration avec les autorités sanitaires nationales pour renforcer les capacités au niveau des pays, conformément à la Stratégie 2022-

2026 de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite. Il s'agit d'intégrer les activités de lutte antipoliomyélique à d'autres programmes de santé essentiels dans les pays touchés afin de réduire le nombre d'enfants «zéro dose», c'est-à-dire les enfants jamais vaccinés.

Le Programme d'éradication de la poliomyélite de l'OMS dans la Région africaine a mis en place des systèmes d'information géographique et d'autres outils novateurs qui permettent aux équipes de cartographier rapidement les zones dans lesquelles les établissements de santé sont situés, de localiser les habitations dans lesquelles vivent les enfants éligibles (en particulier les enfants «zéro dose») et de suivre les mouvements des équipes de vaccination pendant les campagnes de riposte aux épidémies de poliomyélite afin d'atteindre chaque enfant, même dans les endroits les plus éloignés.

«Ces solutions sont désormais utilisées au-delà de la lutte contre la poliomyélite pour soutenir d'autres interventions sanitaires dans la Région africaine de l'OMS», déclare Kebba Touray, directeur du Centre du système d'information géographique du Bureau régional de l'Afrique.

Le Dr Lusamba Kabamba, coordonnateur de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la po-

liomyélite en République Démocratique du Congo, souligne que la surveillance des activités menées avant la campagne à l'aide de nouvelles technologies constitue un avantage très précieux.

«L'outil Open Data Kit (ODK) est une application mobile et simple qui fournit des logiciels et des normes pour la collecte électronique des données sur le terrain. À l'aide d'un formulaire simple et éditable, les contrôleurs indépendants, les vaccinateurs, les superviseurs et les agents de santé peuvent non seulement planifier une campagne de vaccination, mais aussi en évaluer la qualité en consignnant les données et les observations clés dans les formulaires», explique le Dr Lusamba Kabamba.

Il relève également que les équipes sur le terrain pourront partager des points de géolocalisation en temps quasi réel (marqués à l'aide de l'outil ODK), avec des informations sur les sites où il est possible d'installer les postes de vaccination, le nombre de centres de santé visités, la qualité des marquages sur les maisons visitées par les vaccinateurs, ainsi que la qualité des marqueurs des doigts utilisés pour identifier les enfants vaccinés. L'outil permet par ailleurs aux équipes de localiser les enfants qui ont manqué leur vaccination.

Les épidémies se produisent dans des zones où l'immunité de la population est faible. En République Démocratique du Congo, la vaccination de tous les enfants se heurte à des difficultés persistantes, parmi lesquelles les conflits et l'insécurité qui perturbent les services et compliquent les tâches difficiles des agents de santé; et le refus continu du vaccin en raison de la désinformation et de la lassitude des communautés, exacerbées par les expériences vécues pendant la pandémie de COVID-19. Ces difficultés favorisent la transmission et contribuent à la poursuite des flambées de variants du poliovirus dans les communautés sous-vaccinées ou non vaccinées.

L'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite est un partenariat public-privé qui regroupe des gouvernements nationaux et six principaux partenaires, dont l'Organisation mondiale de la santé, le Rotary International, les Centres pour le contrôle et de prévention des maladies des États-Unis d'Amérique, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la Fondation Bill & Melinda Gates, et Gavi, l'Alliance du vaccin. Son objectif est d'éradiquer la poliomyélite partout dans le monde.

Nouvelle guerre froide Etats-Unis vs Chine-Russie : leçons de l'histoire et signes des temps pour la RDC

Avec la montée en puissance de la Chine et de la Russie sur la scène internationale, les Etats-Unis ont embarqué, dans la lutte pour le maintien de son hégémonie mondiale, leurs alliés de l'Union européenne, y inclus le Japon et l'Australie. On assiste désormais à la résurgence d'une nouvelle guerre froide qui oppose Washington au tandem Pékin – Moscou. Grand réservoir de matières premières que raffolent les deux camps, la République Démocratique du Congo est au cœur de grands enjeux géopolitiques et géostratégiques. Dès son accession à la magistrature suprême, le Président Félix Tshisekedi a tendu la main aux Etats-Unis. Le retour de l'ascenseur n'a pas eu lieu. Il lorgne dès lors vers la Chine. Son dernier voyage d'Etat, à la rencontre du président chinois Xi Jinping, a jeté les bases d'un partenariat « global et stratégique ». Un rapprochement qui est vu de mauvais œil par l'Occident. Après un an de guerre en Ukraine, le dernier Sommet du G20, tenu au Japon, a vu se cristalliser les tensions entre la Russie et les Etats-Unis. Dans le même temps, la Chine, également en froid avec Washington, a affiché son entente avec Moscou. Politologue, Freddy Mulumba Kabuayiwa Bondo s'interroge sur la place de la RDC dans le nouvel affrontement qui oppose les Etats Unis à l'axe formé entre la Chine et la Russie. Tribune.

Le 26 mai 2023 à Beijing, les présidents de la Chine et de la République Démocratique du Congo (RDC) ont élevé leurs relations bilatérales d'un partenariat stratégique de coopération « gagnant-gagnant », à un partenariat stratégique global de coopération. (**Agence Chine Nouvelle**).

Ce partenariat scellé lors de la visite officielle du Président Tshisekedi en Chine, revêt un caractère spécial car elle se déroule dans un environnement de compétition des grandes puissances entre la Chine et les Etats-Unis. Déjà, le président chinois Xi a annoncé les couleurs. « *Il a appelé les deux parties (RDC-Chine) à respecter les normes fondamentales régissant les relations internationales, à s'opposer à toutes les formes d'hégémonie et de politique de puissance, à s'opposer à l'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays et à sauvegarder les intérêts communs des pays en développement.* » (**Global Times du 26 mai 2023**).

Comme dans les années 1960 lors de la première guerre froide entre le monde occidental capitaliste avec les Etats-Unis en tête et le monde communiste conduit par l'Union soviétique, la République Démocratique du Congo se trouve une fois encore au centre de la nouvelle guerre froide entre les Etats-Unis et la Chine secondée par la Russie. Si la première guerre froide était idéologique, la nouvelle oppose le capitalisme d'Etat à celui d'entreprises d'une part, et d'autre part, la démocratie libérale au centra-

lisme démocratique.

Face à cette nouvelle donne, les élites congolaises doivent tirer les leçons de l'histoire et lire les signes des temps. S'il est bon de tirer les leçons de l'histoire, écrit Hegel, l'histoire ne se répète cependant jamais parfaitement. Elle est cruelle à ceux qui ne peuvent faire le tri entre ce qui, dans le présent, est le même que ce qui fut autrefois, et ce qui s'en distingue de manière essentielle. Et seule une connaissance de l'histoire permet d'éclairer les problématiques géopolitiques, écrit le Français Philippe Moreau Defarges.

PREMIÈRE GUERRE FROIDE ETATS-UNIS/URSS (1960-1991)

Sous la colonisation belge (1908-1960), la menace communiste au Congo belge était presque inexistante. Il a fallu attendre l'Indépendance du Congo en 1960 pour que l'affrontement entre l'Occident et l'Union soviétique soit visible. A la veille de l'indépendance, les services de renseignements de deux camps se sont intéressés à la République Démocratique du Congo.

Pour contrer l'Union soviétique, ses satellites européens et la Chine communiste, les Etats-Unis se sont appuyés sur deux piliers : les services de renseignements (CIA) et les Nations Unies. Au niveau de services de renseignements, les Américains ont dépêché Larry Delvin comme chef de poste de la CIA à Kinshasa avec comme mission de contrecarrer les ambitions de Moscou



à une hégémonie mondiale au Congo sans en arriver à un conflit armé. En d'autres termes, cela devait être fait avec des armes propres à la guerre froide comme des actions politiques, de la propagande, de la subversion et des opérations militaires.

Derrière cette compétition entre ces deux grandes puissances, se profilait la lutte pour le contrôle des minerais stratégiques tels que le cobalt dont l'URSS et le Congo en était les principaux producteurs. Et si l'URSS parvenait à contrôler le Congo et avoir le monopole de la production de ce minerai, les Etats-Unis seraient en difficulté d'approvisionnement d'un minerai stratégique et critique utilisé dans la fabrication d'armes sophistiquées, de fusées et des satellites. C'est dans cette lutte contre le communisme que le premier ministre Patrice Lumumba fut assassiné le 17 janvier 1961. (**Larry Delvin, chef de poste de la Cia pendant la guerre froide. C.I.A, Mémoires d'un Agent, édition Jourdan, Bruxelles 2009**)

Quant à l'ONU, deuxième pilier de la présence des USA au Congo durant la guerre froide, il s'est constitué autour de son Secrétaire général discrètement avec l'appui des Etats-Unis un cercle de conseillers dit « *Club Congo* ». Au niveau financier et logistique, Washington était le grand commanditaire du budget général de l'organisation et de loin le plus généreux commanditaire du budget de l'opération congolaise. Dans ce contexte de crise, le premier objectif de la mission des Nations Unies au Congo après la chute de Lumumba était de mettre fin à la sécession de la riche province

du Katanga. Les Etats-Unis avaient peur d'une autre sécession à Stanleyville (Kisangani), en dehors de la sécession du Katanga, menant à la formation d'un cuba centre-africain. Ici, il faut relever qu'un compromis tacite fut trouvé entre les Etats-Unis et certains pays afro-Asiatiques pour résoudre la crise congolaise. (**Conor Cruise O'Brien, Mission au Katanga, Plon, Paris, 1964**).

De toute façon, Patrice-Emery Lumumba et le Secrétaire général Dag Hammarskjöld ont payé de leurs vies pour l'unité du Congo et l'autodétermination du peuple congolais face aux interférences des puissances étrangères. Lumumba est la victime de la guerre froide entre l'Union soviétique et les Etats-Unis d'un côté, et de l'autre, Dag Hammarskjöld est mort dans un crash d'avion en Zambie, victime des anciennes puissances coloniales et leurs multinationales. (**Susan Williams, Who Killed Hammarskjöld ?, The UN, The Cold War and White supremacy in Africa, C. Hurst and Co Ltd, London, 2013**)

Patrice Lumumba neutralisé, la menace communisme écartée du pouvoir par deux coups d'Etat du général Mobutu en 1961 et 1965 soutenus par l'Occident, les Lumumbistes se sont installés dans l'Est de la RDC et dans la province de Léopoldville (Bandundu) pour organiser les rébellions avec le soutien de la Chine et l'Union Soviétique. (**Benoît Verhaegen, Rébellions au Congo, Crisp Tome 1 et 2, Bruxelles 1966.**) La prise du pouvoir du général Mobutu par coup d'Etat en 1965 va mettre fin aux ambitions de

la Chine et de l'Union Soviétique de contrôler la RDC. Cette opération militaire fut un succès grâce à la réforme de l'armée congolaise devenue plus efficace et organisée que la Société civile et la classe politique immature et incompétente. (**Crawford Young, Politics in the Congo, Princeton University Press, 1965.**)

Devenu le gendarme contre l'expansion du communisme en Afrique, le président Mobutu était présenté comme défenseur du monde libre. Avec cette casquette, le Zaïre (actuelle RDCongo), soutenait les mouvements rebelles contre le communisme. L'exemple le plus emblématique reste la guerre civile angolaise entre les rebelles de l'Unita de Jonas Savimbi soutenu par les Etats-Unis et le gouvernement angolais de MPLA d'Agostino Neto parrainé par l'Union soviétique et le Cuba de Fidel Castro.

La fin de la guerre froide en 1991 va enlever au président Mobutu son rôle de gendarme des intérêts occidentaux en l'Afrique centrale. Par conséquent, ses soutiens aux USA vont s'effriter avec le processus de la démocratisation et la libéralisation initié par la France en 1989. Déjà en 1985, un ouvrage prémonitoire est publié par deux anciens professeurs des sciences politiques de l'Université de Lubumbashi sur le déclin du Zaïre de Mobutu. (**Crawford Young et Thomas Turner, The Rise and Decline of the Zairian State, The University of Wisconsin press, 1985**). D'autres études viennent renforcer cette prédilection quant à l'existence du Congo comme Etat. Steven Metz,

(Suite à la page 10)

La BAD, les institutions régionales et continentales unissent leurs efforts pour l'intégration régionale en Afrique

Le président de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, a appelé, en marge des assemblées annuelles de Sharm el Sheikh (Égypte), les organisations régionales africaines à travailler avec les pays pour que l'Afrique profite, par exemple, du vaste marché des voitures électriques estimé à 34.000 milliards de dollars US.

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) et les institutions régionales et continentales africaines doivent continuer de travailler étroitement ensemble pour relever les principaux défis de développement du continent. C'est ce message de collaboration qui a marqué la rencontre jeudi dernier à Sharm el Sheikh, en Égypte, du président du Groupe de la Banque, Akinwumi Adesina, et les responsables d'organisations intergouvernementales et d'institutions africaines de financement du développement.

Rappelant le rôle « essentiel » que jouent les institutions régionales africaines en faveur du développement politique, économique et social de l'Afrique, M. Adesina a souligné que, pour éliminer la pauvreté, l'Afrique a besoin d'une croissance économique annuelle à deux chiffres. « Nous devons veiller à ce que l'Afrique soit au cœur des discussions dans le monde. L'Afrique doit avoir sa place dans les principales instances internationales, mais il ne s'agit pas seulement d'avoir une place, il nous faut aussi les ressources », a-t-il souligné.

Pour ce faire, la Banque africaine de développement et les institutions régionales et continentales doivent agir de concert. Il s'agit notamment d'opérationnaliser la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), un marché de

1,4 milliard de consommateurs et un PIB combiné de 3 000 milliards de dollars américains. Il s'agit aussi de développer les chaînes de valeur et d'éviter que le continent continue de servir de réservoir de matières premières pour le développement des autres. M. Adesina a appelé les organisations régionales africaines à travailler avec les pays pour que l'Afrique profite, par exemple, du vaste marché des voitures électriques estimé à 34 000 milliards de dollars. La fabrication de batteries de lithium-ion coûterait moins cher en Afrique qu'aux États-Unis ou en Chine, a-t-il indiqué.

Infrastructure, paix et sécurité pour une meilleure intégration

Les institutions régionales, notamment les Communautés économiques régionales, et les banques régionales ont salué les investissements de la Banque et demandent instamment davantage de projets intégrateurs. L'autoroute Lagos-Abidjan, le chemin de fer Tanzanie-Burundi-RDCongo, le projet du pont route-rail Kinshasa-Brazzaville sont quelques-uns des projets que la Banque compte financer.

Albert M. Muchanga, commissaire de l'Union africaine pour le Commerce et l'Industrie, a exposé les attentes de l'institution qui concernent son financement et celui de ses institutions spécialisées. « Nous

sommes en train de mobiliser le secteur privé. Nous travaillons à mettre en place l'Association des bourses africaines et nous avons lancé, avec la Banque africaine de développement, une étude sur les moteurs de développement de l'Afrique qui va nous permettre d'identifier les actions clés pour une croissance économique de 7 à 10 % d'ici 2063 », a-t-il déclaré.

Le secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe, Taïeb Baccouche a, quant à lui, appelé à mettre l'accent sur la jeunesse pour la préserver du mirage de l'émigration. Un projet agropastoral est en cours de déploiement pour créer davantage d'emplois pour les jeunes du Maghreb. La suppression des visas serait un atout dans l'opérationnalisation de la ZLECAF, a-t-il estimé.

Les infrastructures pré-occupent la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), affirme Elias M. Magosi, son secrétaire exécutif qui souligne que la région met l'accent sur des projets d'infrastructures énergétiques à caractère régional. Peter Mathuki, secrétaire général de la Communauté de l'Afrique de l'Est a insisté sur le développement des infrastructures ferroviaires intégratrices et le renforcement du partenariat public-privé. La représentante de la Communauté de développement des États d'Afrique centrale (CEEAC), Ngakono Marie Thérèse Chantal Mfoula, commissaire chargée des Infrastructures a indiqué que l'Afrique centrale progresse en matière d'intégration malgré les clichés persistants sur la lenteur des réalisations en infrastructures.

Quant à Omar Aliou Touray, président de la Commission économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), il a souligné que la région est préoccupée par les questions de paix et de sécurité. Il a salué la Banque pour ses appuis pour l'opérationnalisation du mécanisme régional d'alerte précoce. Avec un PIB de 662 milliards de dollars, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) qui regroupe à la fois des pays de la SADC et de la Communauté de l'Afrique de l'Est a recensé plus de 69 institutions bancaires et multilatérales prêtes à investir dans des projets à caractère intégrateur, a souligné Chileshe Kapwepwe, son secrétaire général.

Mobiliser le secteur privé pour les infrastructures à caractère intégrateur

Les échanges ont aussi porté sur la santé, la sécurité alimentaire et le poids de la dette qui entrave le développement de l'Afrique.

Pour faire face aux effets des chocs exogènes, la Banque promeut le Mécanisme de stabilité africaine afin d'aider le continent à se constituer un « matelas » de ressources pour remédier aux chocs extérieurs. La Banque continuera aussi de mobiliser le secteur privé africain et étranger en faveur de projets d'envergure à travers l'African Investment Forum, qui tiendra ses prochains « Market Days » en novembre prochain à Marrakech, au Maroc. M. Adesina a enfin estimé que le secteur privé, la diaspora et les institutions africaines de financement du développement devraient contribuer à l'autonomisation financière de l'Union afri-

caine. Le Groupe de la Banque fera sa part, a-t-il promis.

« Il nous faut travailler à mobiliser les épargnes individuelles pour financer le développement », a indiqué le président de la Banque ouest-africaine de développement, Serge Ekué, soulignant l'importance de la mobilisation des ressources domestiques.

La vice-présidente de la Banque africaine de développement chargée du Développement régional, de l'Intégration et de la Prestation de services au Groupe de la Banque, Marie-Laure Akin-Olugbade, avait introduit les discussions. « La rencontre, a-t-elle indiqué, est une plateforme unique qui donne l'occasion de coopérer, d'échanger et d'explorer des moyens de canaliser efficacement les ressources, de partager les meilleures pratiques et de coordonner nos politiques et nos efforts de plaidoyer en faveur du développement et de l'intégration régionale de l'Afrique ».

Parmi les dirigeants qui ont assisté à la rencontre figuraient outre Hanan Morsy, la secrétaire exécutive adjointe de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), Nardos Bekele-Thomas, directrice générale de l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), Alain Ebobissé, directeur général d'Africa50, Boitumelo Mosako, directrice générale de la Banque de développement des États d'Afrique australe (DBSA), et Admassu Tadesse, président émérite et directeur général du Groupe de la Banque de commerce et de développement (TDB).

Avec APO

Sahara : le plan d'autonomie, la « seule option possible » pour aller de l'avant (député britannique)

Le plan d'autonomie proposé par le Royaume pour trouver une solution définitive au différend artificiel autour du Sahara marocain est la « seule option possible » et l'« unique solution pratique » pour aller de l'avant, a affirmé, mercredi à Rabat, le député britannique Liam Fox.

Cette position a été exprimée par Fox dans une déclaration à la presse à l'issue de ses entretiens avec le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Nasser Bourita.

« Il est important de se



Le député britannique Liam Fox

focaliser sur ce qu'il y a de mieux pour les populations de la région et de chercher une solution pratique pour faire

avancer les politiques au niveau régional », a-t-il précisé.

En tant que politiciens et dirigeants, « il est de notre res-

ponsabilité de veiller à ce que la qualité et le niveau de vie, ainsi que la sécurité des citoyens soient placés en haut de l'agenda », a encore assuré Fox.

Proposé par le Maroc en 2007, le plan d'autonomie dans les provinces du Sud bénéficie aujourd'hui d'une forte dynamique et du soutien clair de plus en plus de pays comme l'Espagne, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, Chypre, Le Luxembourg, la Hongrie, la Roumanie, le Portugal et la Serbie.

C'est en octobre 2022 que le Conseil de sécurité avait décidé de proroger jusqu'au 31 octobre 2023/ le mandat de

la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). La résolution 2654 (2022) a été adoptée par 13 voix pour et 2 abstentions, celles de la Fédération de Russie et du Kenya. La résolution soulignait qu'il convient de parvenir à une « solution politique réaliste, pragmatique, durable et mutuellement acceptable » à la question du Sahara occidental, qui repose sur le compromis, et qu'il importe « d'adapter l'action stratégique de la MINURSO et d'affecter les ressources des Nations à cette fin ».

Avec MAP

Nouvelle guerre froide Etats-Unis vs Chine-Russie : leçons de l'histoire et signes des temps pour la RDC

(Suite de la page 8)

professeur à l'U.S ArmyWar College publie une étude approfondie intitulée «Reform, conflict and security in Zaire en 1996, (Congo) sur la situation du Zaire. Steven écrit à propos de la division éventuelle du Congo en ces termes : certains observateurs estiment que le Zaire n'existe plus longtemps en tant que nation – le Kivu a dirigé l'essentiel de son économie vers l'Est de l'Afrique; le Kasai Oriental refuse d'accepter la monnaie nationale; le Shaba a été décrit comme une extension virtuelle de l'Afrique du Sud. La possibilité existe qu'une telle désintégration de fait, se transforme en sécession formelle... Les Etats-Unis n'auraient pratiquement pas d'autre choix que d'accepter tous les Etats nouveaux qui émergeraient du Zaïre, ils pourraient offrir du soutien diplomatique pour réduire au minimum la violence qui accompagnerait cette désintégration nationale et ils devraient ouvrir des canaux de communication avec les nouveaux Etats, conclut le professeur Steven Metz.

Cette étude émanant des milieux de l'armée américaine coïncide curieusement avec le début de la guerre d'agression en 1995 menée par le Rwanda et l'Ouganda, soutenus par les puissances occidentales et leurs multinationales, sous prétexte de pourchasser les génocidaires hutu installés dans les camps de réfugiés au Congo. En même temps, une rébellion des Tutsi éclate dans les provinces congolaises du Kivu avec comme alibi la réclamation de leur nationalité zaïroise (congolaise) déchue par le gouvernement en 1981. (Thomas Turner, **The Congo Wars, Conflict, Myth and Reality, Zed Books, New York, 2007**).

Derrière cette guerre d'agression du Congo se trouve l'Administration américaine de Bill Clinton inspirée par les libéraux américains avec leurs multinationales. C'est dans ce contexte que le président américain Bill Clinton avait dépêché une délégation officielle conduite par l'ambassadeur Bill Richardson pour négocier avec Mobutu son départ du pouvoir, écrit l'ancien conseiller spécial du Maréchal Mobutu. «En tant qu'ami pour vous dire que nous pensons tous qu'il est temps que vous vous retiriez de la scène politique avec honneur et dignité, pendant

qu'il est encore temps. La situation politique actuelle de votre pays est irréversible. Vous devez vous adapter. Nous vous demandons avec insistance de nous faciliter la tâche en coopérant à ce schéma, car nous ne voulons pas voir votre cadavre traîné dans les rues de Kinshasa.» (Honoré N'Gbanda, **Ainsi sonne le glas ! Les derniers jours du Maréchal Mobutu, Editions Gidepre, Paris, 1998**)

De toute façon, au lieu d'être récompensé pour ses loyaux services rendus contre le communisme, les puissances occidentales arment le Rwanda et l'Ouganda pour chasser Mobutu du pouvoir et monter un plan de la balkanisation du Congo. En plus, Paul Kagame et Museveni deviennent des alliés des Etats-Unis dans la région des Grands Lacs. (Marina Ottaway, **Africa's New Leaders, Democracy or State Reconstruction?, Carnegie endowment for international Peace, Washington, 1999**).

VERS UN MONDE MULTIPOLAIRE

Dans la nouvelle guerre froide, les trois grandes puissances, à savoir les USA, la Chine et la Russie ne sont pas les seuls maîtres du jeu mondial. Il y a d'une part, les puissances régionales (Inde, Brésil, Turquie, Iran, Allemagne, Afrique du Sud) et d'autre part, les acteurs non étatiques (une coalition de sociétés transnationales, de forces militaires multilatérales comme l'OTAN et un leadership financier international auto-proclamé à Davos et Bilderberg), (Alfred W. McCoy, **In the Shadows of the American Century : The Rise and Decline of US Global Power, Usa 2017**).

Si l'on compare les deux guerres froides, il apparaît clairement que la rivalité entre les États-Unis et la Chine est plus susceptible de conduire à une guerre armée que ne l'était la rivalité entre les États-Unis et l'Union soviétique. (L'inévitable rivalité, L'Amérique, la Chine et la tragédie de la politique des grandes puissances, John J. Mearsheimer, **Foreign Affairs du 19 octobre 2021**).

Cependant, une guerre chaude entre la Chine et les Etats-Unis est relativisée par un général de l'armée américaine (vient d'être limogé) et

un Américain, le professeur d'histoire. Pour Mark Milley, Président des chefs d'état-Major interarmées de l'armée américaine et Alfred McCoy, historien américain. Pour le général américain, il faut réengager à prévenir une catastrophe comme celle de la deuxième guerre mondiale, et essayer de résoudre les différents par d'autres moyens que l'utilisation des niveaux de violence qui accompagnent une guerre entre grandes puissances.

«Nous devons également nous rappeler les méthodes qui ont fonctionné par le passé : la dissuasion, des armées puissantes, des armées capables, des armées fortes, la transmission de la volonté à l'adversaire. Ce sont des choses qui ont fonctionné dans le passé et qui fonctionneront probablement à l'avenir, quels que soient les systèmes d'armement et la modernisation». (Entretien avec le général Mark Milley, **Président des chefs d'Etat-Major interarmées de l'armées américaines, Comment éviter une guerre entre grandes puissances, Foreign Policy du 2 mai 2023**).

Pour l'historien Alfred McCoy, selon son intuition, il ne voit pas une guerre chaude entre la Chine et les USA sur Taiwan déclenchant une troisième guerre mondiale. Si la Chine imposait un blocus douanier à l'île, Washington grimacerait à l'idée de perdre des centaines d'avions et des dizaines de navires de guerre, y compris un ou deux porte-avions, et se replierait sur sa politique de toujours consistant à considérer Taïwan comme un territoire appartenant à la Chine. (James H. Smith, **The Eyes of The Word, Mining The Digital Age in the Eastern Dr Congo, University of Chicago press, Usa 2022**).

Quant à la Russie avec ses mercenaires Wagner, elle protège ses intérêts dans les pays africains où les troupes rwandaises sont présentes comme c'est le cas en République Centre Africaine qui partage les frontières avec la RDC. En plus, elle n'a pas d'intérêts à entrer en conflit avec le Rwanda qui joue le rôle du gendarme des intérêts occidentaux en Afrique. (Comment le Rwanda est devenu le gendarme de l'Afrique, **Foreign Affairs, 21 novembre 2022**).

Face à ces nouvelles

réalités géopolitiques, certaines observations peuvent être avancées avec toute une réserve née de la conviction que le problème congolais reste la médiocrité de certaines élites et la désintégration de l'Etat congolais. (C. Young et T. Turner, **The Rise and Decline of the zairian state, The University of Wisconsin Press, 1984**).

La première guerre froide a été une catastrophe pour le peuple congolais et africain. En effet, un régime autoritaire a été soutenu par l'Occident non seulement contre la volonté du peuple congolais, mais aussi a servi de base arrière de la guerre par procuration contre le régime communiste d'Angola. Et à la fin de cette guerre froide, le peuple congolais s'est retrouvé dans une misère incommensurable avec un Etat en lambeaux. De plus, les Etats-Unis et leurs alliés ont mené une guerre d'agression et de pillage contre la RDC, guerre étant à la base d'un holocauste de 10 millions de Congolais et 500 mille de femmes violées. (Charles Onana, **L'Holocauste au Congo, L'Omerta de la communauté internationale, Editions de l'Artilleur, Paris, 2023**).

Cette nouvelle guerre froide est une opportunité offerte aux élites congolaises d'exiger l'abandon du projet de la balkanisation de leur pays en échange de l'accès aux minerais stratégiques convoités par les Etats-Unis pour sa sécurité nationale. Un tel marchandage a été possible pendant la première guerre froide lors de la sécession du Katanga. L'Etat américain a fait le choix de l'Unité du Congo contre les intérêts des sociétés coloniales qui soutenaient la sécession du Katanga pour stopper l'expansion du communisme dans d'autres provinces du Congo.

Par ailleurs, la Chine réaffirme son ferme soutien à la RDC dans la préservation de son indépendance, de sa souveraineté, de son territoire, de sa sécurité.. (Déclaration conjointe entre la RDC et la Chine sur l'établissement d'une coopération globale et d'un partenariat stratégique).

La Chine possède la plupart des mines de cobalt au Congo, qui détient la majorité de l'offre mondiale de ce matériau rare nécessaire

à la fabrication du type de batterie le plus courant. Les entreprises américaines n'ont pas réussi à suivre le rythme et ont même vendu leurs mines à leurs homologues chinoises» sans demander l'avis de l'Etat congolais. (Howard French, **L'apathie des États Unis a ouvert la voie à la Chine en Afrique, Foreign Policy du 22 mai 2023**).

Comme la Chine est en découplage et en guerre économique avec les USA, la RDC doit trouver un équilibre entre ces deux grandes puissances en mettant en place un cadre de concertation avec toutes les parties. En plus, il est préférable de s'inspirer de l'approche multi-alignement en l'Asie du Sud-Est. Il s'agit d'un moyen efficace et abordable pour les pays en développement d'éviter les conflits entre grandes puissances et de devenir eux-mêmes des acteurs. (Huong Le Thu, **Comment survivre à une compétition entre grandes puissances, Foreign Affairs du 18 avril 2023**).

Si la Chine et l'Occident doivent se faire concurrence en RDC, celle-ci soit une compétition d'idées ouverte, impliquant toute la gamme de ce que chaque partie pense avoir à offrir. La Chine peut contribuer à former les élites en utilisant des mesures de performance ou en partageant d'autres idées tirées de sa propre expérience. Au lieu de sa peur et de sa paranoïa habituelle à l'égard de la Chine, l'Occident devrait être rassuré par le fait que des sondages d'opinion crédibles montrent toujours que les Africains et les congolais sont fortement en faveur d'institutions démocratiques pour leurs propres sociétés. (Howard W. French, **Foreign Policy, 10 août, 2022**).

De toute façon, le changement dans l'ordre mondial prend la forme d'une «dé-occidentalisation» du monde et entend, à tort ou à raison, plonger ses racines dans le mouvement de décolonisation des années 1950-1960. (Vers quel nouvel ordre mondial ? La fin de la domination étasunienne et ses conséquences, par Jacques Sapir, **Lescries. FR du 30 mai 2023**).

FREDDY MULUMBA KABUAYI
POLITOLOGUE

Sport et Loisirs : le ministre Kabulo et Mbayo échangent sur la participation de la RDC aux Jeux africains

Quoi que reporté au mois de mars 2024, le président du Comité olympique congolais (COC), Amos Mbayo, est allé mercredi à l'écoute du ministre des Sports et Loisirs, François-Claude Kabulo mwana Kabulo, pour des échanges autour de la participation de la République Démocratique du Congo prochains Jeux africains, prévus à Accra (Ghana).

ECONEWS

Le ministre des Sports et Loisirs, François-Claude Kabulo mwana Kabulo, et le président du Comité olympique congolais (COC), Amos Mbayo Kitenge, ont échangé, mercredi 31 mars, autour de la participation de la RDC, aux prochains Jeux africains d'Accra.

La 13^{ème} édition de ce grand rendez-vous des Jeux qu'organise la commission de l'Union africaine aura lieu au mois de mars 2024, à Accra, au Ghana. La RDC comme d'habitude, sera présente dans beaucoup de disciplines à la conquête des médailles. C'est dans ce sens que les deux personnalités ont tablé sur le dossier pour préparer déjà une bonne participation du pays. Au terme de cet échange, le ministre Kabulo a rassuré Amos

Mbayo, qui est l'un de ses prédécesseurs, tout son soutien.

Par ailleurs, il y a deux jours, le ministre Kabulo a exprimé du haut de la tribune de l'Union africaine, au cours d'une réunion des ministres des Sports à Addis-Abeba, en Ethiopie, la volonté de la RDC d'organiser la prochaine édition de ces Jeux africains prévus en 2028.

La treizième édition de la grande compétition omnisport du continent, initialement prévue du 4 au 19 août prochain, a été décalée d'une année.

Les athlètes africains, désormais fixés, ont le temps nécessaire pour répéter leurs gammes en vue de remporter non seulement les médailles mises en jeu, mais aussi d'assurer leur qualification pour les Jeux Olympiques de Paris 2024 dans douze des vingt-



Le ministre Kabulo en discussions avec Amos Mbayo, président du COC et ministre des Sports honoraire.

quatre disciplines retenues.

Les dates ont été dévoilées. Les Jeux africains d'Accra vont finalement se disputer du 8 au 23 mars 2024, mais garderont leur nom initial Accra 2023 ainsi que leur logo et leur identité visuelle, a-t-on appris. L'Association des comités nationaux olympiques d'Afrique (Acnoa), dans son rapport, a précisé les réformes intervenues

sur les nouveaux enjeux des Jeux panafricains.

L'échange avec les fédérations sportives africaines a permis de déterminer les douze disciplines sur les vingt-quatre qui seront qualificatives aux Jeux Olympiques de Paris en 2024. Il s'agit de l'athlétisme, du badminton, du basketball 3x3, du beach volley, du cyclisme, du judo, de la lutte, de

la natation, du tennis, du tennis de table, du triathlon et du volleyball. Un comité technique sera mis en place pour superviser la préparation, sous la présidence de la Burkinabé Minata Samate Cessouma, représentante de l'Union africaine. Mustapha Berraf, le président de l'Acnoa, et Ahmed Nasser Moustafa Kamal Mohamed sont les deux vice-présidents.

ECONEWS

Journal en ligne
et Tri-hebdomadaire
d'informations
générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa/
Gombe
Tél : +243 81 904 17 63/
89 301 93 05
+ 243 903185670
E-mail :

kuediasala@gmail.com
www.econewsrdc.com
L'info qui fait échos

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Faustin KUEDIASALA

RÉDACTEUR EN CHEF
Hugo TAMUSA

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Florent N'LUNDA N'SILU

RÉDACTION GÉNÉRALE
Faustin KUEDIASALA
Hugo TAMUSA
Florent N'LUNDA N'SILU
Tighana MASIALA
Jonathan MUTADJIRI
Nana Kanku
A.T. MPUU

COLLABORATEUR EXTÉRIEURS
Marc NZATE
Francis Mayuma

WEB MASTER
Tighana MASIALA

PRODUCTION
Michel MASUDI
+243 907314011

COMMERCIAL
John RUSHIMBA

INTENDANT GÉNÉRAL
René LOKOTA

Football : deux week-ends exceptionnels dédiés aux finales des compétitions interclubs de la CAF

Après une saison époustouflante qui aura créé des surprises et du spectacle sur le continent tout entier, la ligue des Champions et la Coupe de la Confédération de la CAF TotalEnergies sont sur le point de livrer leur verdict final.

Au cours de deux week-ends consécutifs, le monde entier découvrira tour à tour les vainqueurs de la Coupe de la Confédération CAF TotalEnergies et ensuite de la Ligue des Champions CAF TotalEnergies.

Samedi 3 juin, au stade du 5 juillet 1962, l'USMA d'Algérie reçoit les Young Africans de Tanzanie. Les deux formations disputeront la finale retour de la Coupe de la Confédération de la CAF et tenteront d'entrer dans le panthéon de la compétition en brandissant pour la première fois de leur histoire cette coupe continentale.

Le coup d'envoi du match sera donné à 20h00 heure locale (19h00 GMT, 22h00 heure de l'Afrique de l'Est). La rencontre sera retransmise sur différentes plateformes de diffusion en Algérie, en Tanzanie et dans divers pays du monde entier.

Quelques heures après le sacre de la Coupe de la Con-



fédération TotalEnergies, les regards seront tournés vers la finale de la Ligue des Champions CAF TotalEnergies.

Le dimanche 4 juin, Al Ahly (Egypte) accueille le Wydad AC (Maroc) pour le premier acte des deux manches au Caire, en Égypte, à 21h00 heure locale (18h00 GMT, 19h00 heure de Rabat).

Le match retour aura lieu à Casablanca au Maroc le dimanche 11 juin 2023, pour l'apothéose d'une finale qui s'annonce d'ores-et-déjà palpitante.

Wydad vs. Al Ahly, une affiche bien connue des observateurs du football africain. Pour rappel, l'an dernier, ces deux équipes avaient offert

une finale d'exception qui a vu le Wydad remporter sa troisième Ligue des Champions de la CAF TotalEnergies.

Tous les matches seront retransmis en direct dans plus de 80 pays à travers des canaux télévisuels partenaires TV de la CAF comme beIN Sport, Canal+, SuperSport, StarTimes et 32 chaînes gratuites en Afrique.

Le secrétaire général de la CAF, Veron Mosengo-Omba, a déclaré : « La demande de diffusion de contenu des matchs des clubs africains a été incroyable cette saison. La qualité du football a été à la hauteur de l'intérêt. Nous attendons avec impatience le dénouement de

ces finales de la Coupe de la Confédération TotalEnergies en Algérie et les deux manches de la Ligue des Champions TotalEnergies. Nous apporterons une production télévisuelle de qualité ».

A propos de la finale de la Coupe de la Confédération TotalEnergies

Née en 2004 de la fusion de la Coupe de la Coupe de la CAF et de la Coupe des Vainqueurs de la CAF, la Coupe de la Confédération TotalEnergies vient de connaître sa 20^e édition.

Pour la 17^{ème} fois de son histoire, la finale de cette compétition se jouera en matches aller-retour, les trois dernières finales ayant eu lieu en terrain neutre et sous forme de match unique en 2019-20, 2020-21 et 2021-22.

Young Africans et USM Alger deviennent les 27^e et 28^e équipes différentes à participer à la finale de la Coupe de la Confédération CAF TotalEnergies.

Titres de la Coupe de la Confédération TotalEnergies par club :

1. CS Sfaxien (3 titres)
2. Etoile du Sahel, TP Mazembe, RS Berkane, Raja Casablanca (2 titres)

AVEC CAF
COMMUNICATION

Pour traquer les bourreaux de l'Est, la RDC signe un mémorandum avec la CPI

Depuis une vingtaine d'années, la République Démocratique du Congo subit de graves atrocités dans sa partie Est. Pays signataire du Statut de Rome créant la Cour pénale internationale, la RDC attend voir la justice internationale traquer et punir les coupables. C'est à ce titre qu'un mémorandum a été signé, jeudi à Kinshasa, entre l'Etat congolais et la CPI, représenté par son procureur, M. Karim Khan.

ECONEWS

Le gouvernement congolais et le bureau du procureur de la Cour pénale internationale (CPI) ont signé jeudi un mémorandum d'entente pour réactiver la coopération entre les deux parties. C'est en sa qualité de pays signataire de Statut de Rome et l'un des premiers pays à avoir coopéré avec la Cour pénale internationale

que la RDC a réitéré son engagement envers cette Cour. Un engagement salué par le procureur de la CPI qui repart de la RDC avec une pile d'informations.

C'est en présence du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, que cette signature a eu lieu. Pour le gouvernement congolais, c'est la ministre d'Etat en charge de la Justice, Mme Rose Mutombo

Kiese, qui a apposé sa signature sur ce mémorandum de coopération. La CPI était représentée par son procureur, M. Karim Khan.

Présent à cette cérémonie, le Président de la République, Félix Tshisekedi, note que cette signature traduit l'engagement de la RDC à « coopérer » avec la justice internationale.

Kinshasa rassure pleinement la CPI de sa collaboration. « Je réitère notre attachement au mémorandum conclu avec le bureau du procureur de la Cour pénale internationale. Cet engagement renouvelé traduit notre volonté de renforcer la coopération avec votre bu-

reau dans le cadre de coopération active et dynamique tournées vers les idéaux de justice et de paix », a rappelé le Président de la République, cité par l'ACP.

M. Karim Khan, procureur de la Cour pénale internationale, a salué l'engagement de la RDC à coopérer pour mettre fin aux crimes qui relèvent de sa juridiction.

Il a précisé le sens de son voyage en RDC en ces termes : « On est venu ici pour écouter, regarder et comprendre, parce que la situation a été renvoyée à la cour depuis 2004. Depuis lors, beaucoup de choses ont été faites aussi au niveau national, mais la réa-

lité est que les crimes sont en train encore d'être commis. La réalité est que nous devons changer la manière de faire, nous devons adopter des nouvelles approches, nous devons adopter les approches plus dynamiques, beaucoup plus en collaborant avec les parties pour qu'on ne parle plus des crimes là ».

Pour rappel, le procureur de la Cour pénale internationale a été, tour à tour, dans les trois provinces meurtries de l'Est, à savoir l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, où des crimes sont encore commis par les groupes armés locaux et étrangers.

Agression rwandaise, arrestation de SK Della, élections 2023...

Invité de France 24, Patrick Muyaya tire à balles réelles sur Moïse Katumbi

(Suite de la page 4)

parties prenantes, notamment les partis politiques, doivent répondre à leur appel parce que les questions techniques qu'il y a à l'organisation des élections, il faut plutôt s'orienter vers la CENI et l'organe indépendant qui comprend tout le monde, y compris des membres d'ensemble, y compris des membres d'ensemble de Moïse Katumbi. Donc il faut bien qu'ils aillent de ce côté-là. Nous, nous nous préparons plutôt à présenter le bilan du Président Tshisekedi, qui est un bilan qui replace la RDC, qui refait les fondations de la RDC. Et nous espérons pouvoir continuer avec les murs, avec lui, dans l'hypothèse où les Congolais acceptent de lui accorder leurs suffrages en décembre prochain.

Alors le bilan, il y a aussi quand même la situation dans l'Est. Vous l'avez mentionné en passant, l'instabilité continue. Il y a une force de la communauté des États d'Afrique de l'Est qui a été envoyée, ouvertement critiquée par le président, qui a dit en gros, d'ici la fin du mois de juin, je n'en veux plus, ils s'en vont, ils vont être remplacés par une force des États d'Afrique Australe. Est-ce que c'est ce qui est en train de se passer ?

Écoutez, la situation dans l'Est, la RDC, c'est une situation complexe qui dure depuis 30 ans. Et lorsque vous avez un État mercenaire qui s'appelle le Rwanda, qui a vécu en réalité, qui s'est construit économiquement sur cette situation de

guerre, vous avez évidemment des difficultés à les régler immédiatement.

Parce que la problématique de la sécurité dans l'Est de la RDC, c'est une problématique régionale. Les groupes armés dont on parle, quand on parle des ADF, c'est des terroristes affiliés à Daesh. Quand on parle des FDLR, c'est des génocidaires, des forces génocidaires rwandaises. Quand on parle de RETABARA, ils viennent du Burundi.

On ne peut pas régler les problèmes de nous-mêmes. C'est pour ça que nous essayons de les regarder, mais de manière, dans un prisme global, avec les acteurs impliqués. C'est vrai, avec l'EAC, nous avons eu des problèmes. C'est un échec, c'était une erreur. Je ne pense pas que l'intention de départ était une erreur, mais c'est dans la pratique.

Parce qu'il y a des individus qui ont voulu s'écarter du schéma qui était le schéma initial. Ici, Marc, ce qui est le plus important, c'est que nous pensons avoir mis en place une dynamique qui va nous permettre, avec tous les pays de la région qui veulent, et c'est encore ici l'occasion de rappeler la responsabilité de la France, parce que le président Macron à Kinshasa avait par exemple promis que ceux qui ne respecteraient pas la feuille de route d'Ouganda, ils seront sanctionnés. Nous attendons de voir, parce que c'est clair que la feuille de route n'a pas été respectée, parce que les M23 et le Rwanda, d'ailleurs, sont en train de préparer des déclara-

tions militaires dans l'Est.

Écoutez, le président Macron avait promis à Kinshasa de manière solennelle, et on espère que le président Macron pourra faire sa part. L'idée ici, c'est de nous assurer, parce que nous, nous voulons consolider notre démocratie. Nous ne sommes pas heureux, parce que certains compatriotes n'ont pas pu se faire enrôler dans les bonnes conditions, mais nous devons avancer vers les élections. Il vaut mieux que tous les partenaires de la République Démocratique du Congo puissent s'engager pour que le processus électoral puisse se tenir d'une part, et pour que nous puissions régler dans la durée la situation sécuritaire dans l'Est, d'autres part.

Donc, est-ce qu'il y aura des forces de la SADC qui vont remplacer celles de la force d'Afrique de l'Est ?

Écoutez, le président de la République l'a dit, nous verrons, parce qu'il y a des réunions entre états-majors qui vont se tenir, je crois à Bujumbura, il y a des réunions dans le cadre de l'EAC. Le moment venu, nous communiquerons dans l'État de ce qui doit être fait. Mais les soucis principaux, c'est de nous assurer que nous réglons les problèmes. Mais d'une part, les principaux problèmes ne pourraient être réglés que par nos forces armées.

Et là, nous travaillons de manière, d'ailleurs, inédite, depuis les années 60, avec une politique de la défense claire, une loi de programmation adoptée, des programmes de formation. Nous espérons que nous allons assurer la montée en puissance de nos

forces armées pour régler définitivement ce type de problèmes.

En attendant, les signaux qui arrivent de la région sont plutôt inquiétants, notamment autour de Goma, vous pouvez les déclarer ?

Oui, bien sûr, parce que nous avons des informations qui donnent ces renseignements. Et ça ne nous étonne pas, parce que nous connaissons l'attitude du président Kagame.

Vous revenez de Chine, vous y étiez pour une visite d'État très importante. Alors on se souvient que le président Tshisekedi avait annoncé, notamment, son intention de renégocier ce qu'on appelle le contrat du siècle, qui avait été négocié sous Joseph Kabila en 2007. En gros, la Chine bénéficierait des matières premières contre des infrastructures. Un contrat qui, d'après l'Inspection générale des Finances, était du bradage, du néocolonialisme. Mais on n'a pas vu vraiment de résultats concrets. Est-ce que, en effet, le président Tshisekedi a réussi à renégocier son contrat ?

D'abord, je dois planter le décor pour vous dire qu'il s'agissait principalement du contrat Sicomin. On a fini la feuille de route entre les deux parties, et nous nous sommes déjà accordés sur les conditions des négociations qui vont se faire, d'ailleurs, les jours qui viennent. Ça, c'est pour ce qui concerne

Sicomin. Pour ce qui concerne TFM, il y avait déjà une solution qui avait été trouvée avec la Gécamines, il y a deux semaines. Donc les questions des négociations de contrat ne faisaient pas l'objet de la visite d'État.

Nous nous sommes ressortis de là avec un accord, avec un partenariat global stratégique. On a relevé le niveau des accords. Pour les contradictions qui existent et qui surviennent dans le cadre de ces discussions commerciales, les deux chefs d'État ont convenu que cela doit se traiter dans la sincérité, dans un esprit amical.

En d'autres termes, que la RDC ne va pas recourir à l'arbitrage ou à la justice, parce que nous avons déjà tracé la voie qui nous permettra de trouver la solution, parce que les parties chinoises concernées ici, les entreprises, ont reconnu leur responsabilité dans les choses qu'elles ne faisaient pas auparavant.

Ils se sont engagés à corriger. Et ça, c'était même avant qu'on aille en Chine. On espère que dans le jour qui vient, nous pourrions recouvrir les ressources qu'il faut. Parce qu'il faut consolider les programmes de gratuité de l'enseignement. Il faut consolider les programmes de couverture de santé universelle. Mais c'est toutes ces choses qu'on va présenter aux Congolais durant la campagne, parce que nous avons remplacé avec le président Tshisekedi les fondations pour recréer et refonder ce pays.

RETRANSCRIS PAR
TIGHANA MASIALA